LA LIBERTE D'EXPRESSION : DE L' INTERROGATOIRE A LA DISPARITION -

« On avait sûrement calomnié Joseph K., car, sans avoir rien fait de mal, il fut arrêté un matin », de Franz KAFKA, *Le Procès*.

- Savez-vous pourquoi vous êtes ici ? demande un des deux policiers à l'homme, assis en face d'eux, de l'autre côté de la table, dans la salle d'interrogatoires au sous-sol.
- Comment puis-je le savoir ? répond l'homme. Vous arrivez chez moi et vous m'invitez à vous suivre pour une affaire qui me concerne mais vous ne me dites pas laquelle !
- C'est la procédure en effet.
- Vous allez donc me dire pourquoi je suis ici, oui ? questionne l'homme posément.
- En fait nous pouvons vous garder quarante-huit heures à vue, sans inscrire le début de la garde, dans le carnet d'entrée, excuse le deuxième policier, assis, lui aussi, en face.
- Si c'est un jeu vous allez sûrement me le dire, n'est-ce pas ? dit l'homme aux deux policiers.
- Vous n'imaginez donc pas la raison pour laquelle nous vous avons arrêté ? Vous ne devinez pas ce que vous avez fait de contraire à la loi, à la bienséance ou aux bonnes mœurs ?
- Oui, là, je pense qu'il s'agit bien d'un jeu, s'agace l'homme, car arrêter quelqu'un sans explication mais en l'inquiétant de ce qu'il a pu faire de contraire sans le lui dire relève bien d'un véritable jeu ! J'ignorais qu'on arrêtait les gens par devinette ! C'est extraordinaire !
- Calmez-vous s'il vous plaît, dit un des policiers. Pensez-vous qu'on nous a requis à tous deux, mon collègue et moi, d'aller vous chercher à votre domicile pour un certain plaisir car vous n'êtes pas coupable ? C'est ce que vous voulez dire ? Nous sommes, d'après vous, des policiers incompétents qui aimons embêter le monde, comme si nous n'avions rien d'autre à faire ? C'est ce qu'il nous faut comprendre ?
- Mettez-vous à ma place : que dois-je penser ? argumente l'homme.
- Qu'avez-vous fait de contraire ? repose un des deux policiers.
- Une chose me paraît sûre et certaine : je ne suis pas à ma place ici ! confirme l'homme.

- A votre avis ? Cherchez bien. Vous ne voyez pas ? poursuit un des policiers.

- Absolument pas ! répond l'homme. Je ne sais pas ce que je fais ici ! Je n'ai rien fait, je n'ai rien dit d'inconvenant, je respecte les lois et mes semblables : non, je ne vois pas. Qu'ai-je fait, dites-moi, pour que vous m'ameniez ici. J'imagine que c'est un interrogatoire – mais sur quel sujet ? pour quelle raison ? Mystère !

- Nous nous mettons à votre place et nous nous posons la question à votre place : qu'ai-je fait de travers pour qu'on m'arrête ? Cherchez bien !

- Non, je ne vois pas, dit l'homme. Je crois que vous aimez inquiéter les gens et que de temps en temps vous amenez quelqu'un ici pour le passer à la passoire, sinon à tabac, pour l'inquiéter, pour qu'il panique, qu'il perde ses moyens et avoue n'importe quoi – et ainsi donc vous aurez une raison pour expliquer votre comportement ! Le but du jeu est de savoir combien de temps cet interrogatoire peut durer avant que je ne craque ?

- Il est agréable de voir jusqu'où la police est appréciée, reconnaît un policier.

- Une chose est sûre et certaine, dit l'homme : la police de ce pays se comporte sans aucune mesure avec les lois et la Constitution de ce pays, qui va à vau-l'eau !

- Tu entends, Adolphe, dit un des policiers à son collègue avec un sourire narquois : nous allons à vau-l'eau !

- Si votre chef vous voyait, il reconnaîtrait tout de suite que vous ne faites pas votre métier correctement, car vous me gardez dans cette pièce sans explication et donc sans aucun droit !

- Nous avons l'autorisation de faire ce que nous faisons, dit un policier, car on nous a requis de vous arrêter pour interrogatoire. Et nous sommes en plein interrogatoire actuellement.

- Absolument pas ! s'insurge l'homme. L'interrogatoire n'a pas encore commencé puisque je ne sais pas ce que je fais ici et vous ne m'avez toujours rien expliqué ! Votre comportement coûte cher à l'Etat, comme vous pouvez le remarquer, s'énerve l'homme. Payer deux comiques pour arrêter arbitrairement un citoyen honnête, c'est du jamais vu ! Il serait temps que nous gagnions du temps, en commençant par me dire ce que je fais ici ! Vous ne croyez pas, messieurs les deux policiers incongrus ? Avons-nous été présentés, au fait ?

- Et voilà ! Tu vois, Edmond, dit un policier à son collègue, nous n'avons encore rien dit, nous nous sommes présentés comme deux policiers aimables, sans aucune agressivité, et nous voilà donc comiques, incongrus et quoi ?

- Je m'appelle Arthur Rimbaud, il est 19 heures 25, et je ne sais rien…

- Attendez ! dit Adolphe. Ce n'est pas ce nom-là que nous avons : vous vous appelez Arthur Rimbaud ?

- Et pourquoi pas ? ça vous gêne ? Ce n'est donc pas le nom sur vos papiers ? En outre donc, vous faites mal votre travail ! Vous avez arrêté la mauvaise personne !

- Quel nom lis-tu, toi, Edmond, sur le document ? s'inquiète le policier Adolphe. Nous nous sommes trompés ?

- Il nous charrie, lui répond Edmond : nous lui avons bien demandé s'il s'appelait Arthur Renaissance quand nous avons frappé à sa porte ! Il nous mène en bateau.

- Il se permet ? panique Adolphe.

- Vous vous permettez donc d'arrêter une mauvaise personne, dit Arthur Rimbaud : et vous êtes la fine fleur de la police nationale !

- De la police locale, s'il vous plaît ! Et cessez de vous moquer de nous car vous allez avoir vraiment affaire à nous ! vous n'êtes pas encore sorti d'ici, mon ami ! Croyez-le bien !

- Vous voyez comment vous maltraitez les gens ? demande le dénommé Arthur Rimbaud. Réalisez-vous comment vous vous comportez ? Dès que vous sortez des sentiers battus c'est le folklore qui prend place ! Etes-vous sûrs d'avoir réussi vos examens pour entrer dans la police ? J'en référerai à vos supérieurs dès que je serai libre !

- Du calme s'il vous plaît. Nous allons arranger l'affaire.

- Mais quelle affaire, sacré nom ? reprend Arthur Rimbaud. Il y a sûrement une erreur et je n'ai rien à faire ici avec deux abrutis qui ne connaissent pas leur métier !

- Voyez-vous comment vous nous parlez ? dit Adolphe.

- Ah vous êtes gonflé ! avance Edmond. On nous requiert de vous arrêter et vous nous traitez de tous les noms : incongrus, comiques, abrutis, nous ne connaissons pas notre métier, nous avons échoué aux examens d'entrée dans la police ! Votre compte est bon, Arthur je ne sais pas comment !

- Vous êtes devenus fous ! ose Arthur. Et très sensibles ! Dangereux même ! Je veux un avocat s'il vous plaît.

- Ce n'est pas encore prévu, dit l'un des policiers. Nous en sommes toujours aux préliminaires.

- Préliminaires de quoi ? demande l'homme.

- De votre arrestation. C'est ce que vous cherchez, et vous l'aurez donc bien voulue. Désirez-vous autre chose avant que nous ne vous incarcérions pour vous calmer ?

- Ecoutez, vieilles peaux de vache ! Vous ne respectez aucune procédure et…

- Comment nous parlez-vous là ?

- Je vous parle tout aussi également que vous osez me garder ici arbitrairement ! Depuis quand arrête-t-on un citoyen honnête sans lui en donner la raison ? Cela n'existe pas, c'est de l'abus pur et simple. Ces temps sont révolus, vieux cons ! Libérez-moi tout de suite ! Je veux sortir !

- Tu entends ? dit un policier à l'autre. Arthur Rimbaud veut sortir ? Que décidons-nous, nous les vieux cons comme il dit ?

- Nous le gardons encore un peu, Edmond. Cela ne lui fera pas de mal. En outre ça lui apprendra la politesse. Il a tout son temps, nous avons le nôtre aussi.

- Que proposez-vous ? dit l'homme calmement, qui semble deviner un blocage dans son affaire car il sait qu'il y est allé assez fort avec tous les termes fleuris dont il a garni les deux policiers !

- Bonne question, dit un des policiers. C'est lassant, cette partie de ping-pong à la fin, n'est-ce pas ? Nous sommes tous d'accord.

- Tu as raison, Edmond, dit Adolphe.

- Voici, dit Edmond : vous vous appelez Arthur Renaissance, si nous ne nous trompons pas. C'est les nom et prénom inscrits sur notre document. Si vous voulez changer de nom, ça vous est possible et il faudrait suivre une autre procédure dans laquelle mon collègue et moi, nous ne sommes pas impliqués. Vous avez 45 ans et vous êtes devenu une personne dangereuse pour la sécurité de l'Etat car vous vous défoulez dans des propos incohérents, agressifs voire haineux sur votre site, que vous nommez Cobra + : vous y lancez un certain venin par des positions et des exhortations contraires à la bienséance. Vous êtes d'accord, cher monsieur ?

- Absolument pas ! s'exclame l'homme. Mon blog est privé, très prisé pour son honnêteté et il n'est accessible qu'à ceux que j'autorise à visiter. Comment d'ailleurs pouvez-vous y avoir accès ? Il exige un droit d'entrée.

- C'est ainsi en tout cas qu'on nous a transmis l'information.

- Qui ça, « on » ?

- Les autorités. Nos patrons.

- Et comment peuvent-ils juger mes propos dangereux pour l'Etat ? s'inquiète l'homme.

- Aucune idée, dit un des policiers, mais sachez tout de même que rien n'échappe à l'Etat et que celui-ci s'est fortement modernisé pour contrer toutes les cyberattaques et donc pour avoir un accès confidentiel à toute communication échangée sur le territoire. C'est d'ailleurs de cette façon que nos services secrets déjouent des attentats dont nous n'avons jamais eu vent. L'Etat est tout de même efficace, voyez-vous, Arthur ?

- On nous a donc transmis l'information dont mon collègue vient de vous faire part, ensuite nous vous avons cueilli chez vous, à votre domicile pour un interrogatoire. Où le bât blesse-t-il ? Car vous blessez des gens apparemment, il y a eu des plaintes en bonne et due forme.

- Impossible ! insiste l'homme. C'est impossible ! Vérifiez vous-mêmes et vous comprendrez que…

- Allez-vous encore nous mener en bateau, M. Renaissance ? Vous devez savoir ce que vous avez fait tout de même ! … Vous rendez-vous compte comment vous nous avez traités, mon collègue et moi, avec toutes ces insultes – et nous sommes bons princes car nous pourrions vous incarcérer immédiatement pour offense à des officiers de police dans l'exercice de leur fonction ! Vous êtes d'accord ?

- C'est tout à fait exact, et je vous présente mes excuses, dit l'homme. J'ai été inadmissible ! C'est de ma faute.

- Reprenons depuis le début, M. Renaissance, dit un des policiers. Pourquoi votre blog tient-il des propos agressifs et haineux, pensez-vous ?

- Voyez, chers messieurs, dit l'homme, la presse n'a pas toujours la liberté de parole qu'une démocratie est en droit d'attendre. Seuls la Norvège, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Estonie, l'Irlande et le Portugal sont les premiers pays repris dans le classement de *Reporters sans frontières*. Les autres pays sont encore moins respectueux que ceux-ci. Or cette liberté d'expression, car c'est de cela qu'il s'agit, est reprise dans la majorité des Constitutions occidentales. Article 19, par exemple : *la liberté de manifester ses opinions en toute matière est garantie*. *Ce droit* (article 22) *est protégé par la loi*.

- Où le bât blesse-t-il donc, M. Renaissance ? Qu'avez-vous écrit sur votre blog qui amène la décision de nos autorités à vous arrêter à votre domicile, dites-nous ?

- Il faudrait peut-être le leur demander, argumente l'homme.

- Ne voyez-vous pas vous-même de quoi il s'agit ? Les autorités n'ont pas rêvé tout de même ! On peut reconnaître qu'il y a de l'incompétence et des abus un peu partout, vu que la société devient de plus en plus difficile à gérer, mais tout de même, M. Renaissance, les autorités ne sont pas idiotes : franchement !

- Qu'ai-je écrit, messieurs les policiers ? demande Arthur.

- Oui, dites-nous s'il vous plaît ! Qu'avez-vous écrit qui fait peur et qui constitue un danger public ?

- Je réfléchis et je me rends compte que je reprends souvent des articles de presse auxquels j'apporte des commentaires personnels, que j'offre donc sur mon blog à des personnes sélectionnées, autorisées : ce n'est pas ce qu'on peut appeler un blog public. C'est important.

- Quels genres d'articles de presse, M. Renaissance ?

- Des articles d'actualité. Actualité économique, sociale, politique, nationale, internationale. Ce qui fait l'actualité quotidienne et que vous retrouvez dans vos quotidiens. Je les commente personnellement.

- Mais quels commentaires, M. Renaissance ? insiste un policier. Avez-vous des exemples à présenter ?

- Exemple, commence Arthur Renaissance tandis que les policiers sont tout ouïes pour savoir de quoi il retourne dans cette affaire. La presse donne l'information que « *La Russie cherche de nouveaux marchés pour ses produits pétroliers* » : sur mon blog, je corrige que cette information est impropre, donc fausse dans le sens où le média veut la faire parvenir vite à son public, sans analyse, car la Russie appartient depuis 2016 à l'Opep (le cartel mondial du pétrole) : si des sanctions sont décidées contre le pétrole russe, la Russie se tourne automatiquement vers d'autres marchés du groupement pour écouler ce pétrole que les Européens ne veulent pas ! Donc un marché se ferme pour la Russie, mais un autre s'ouvre. Je prouve donc que cette information est impropre dans le sens que les médias veulent lui attribuer : la Russie semble bloquée, mais en fait elle ne l'est pas. Qu'en pensez-vous, messieurs ?

- On ne peut pas dire que votre position soit dangereuse, en effet. Pourtant nos autorités en ont décidé autrement.

- Autre exemple : les médias annoncent que « *Bruxelles va augmenter ses tarifs de stationnement* ». En fait comment Bruxelles veut-elle ramener ses touristes, qui ont quitté la ville, si on leur met des bâtons dans les roues par des parcmètres plus chers ? C'est mon commentaire après qu'un porte-parole de Bruxelles se soit inquiété que les touristes ne revenaient pas. J'affronte donc sur mon blog ce manque de coordination de la ville : les rues deviennent de plus en plus piétonnes (et plusieurs commerces ont disparu), on les arrange d'ailleurs en rétrécissant les bandes de circulation, en agrandissant la largeur des trottoirs pour plus de piétons hypothétiques et en décourageant les voitures d'entrer dans le centre de la ville. Et je pose la question : pourquoi les touristes reviendraient-ils si Bruxelles est plus pénalisante qu'auparavant ? Bref, Bruxelles, par ses déclarations, par ses actes et par son ambition, ne semble pas savoir ce qu'elle veut – et s'endette toujours plus. Suis-je dangereux ?

- En fait, dit un des policiers en consultant l'autre du regard, vous aimez contredire les informations officielles des médias, n'est-ce pas ?

- « Aimez » n'est pas le terme exact : je suis en quelque sorte le garant d'une information correcte, que je n'apprécie pas tronçonnée de plus en plus, sans analyse, pour manipuler les populations. Nous rejoignons donc le classement dont je parlais de *Reporters sans frontières* : plus nous descendons dans le bas du classement, et plus l'information des médias est tronquée, voire fausse, malgré la position de certaines autorités de contrôle. Comprenez-vous ? Estimez-vous que mes propos soient agressifs et haineux ? Je ne crois pas.

- Un dernier exemple ?

- Un autre exemple : je lis que l'inflation a déjà rapporté des milliards d'euros aux entreprises. L'information en fait est simple et compliquée aujourd'hui. Simple car en effet les prix montent partout – mais pourquoi montent-ils ? Les médias n'analysent pas l'information qu'ils donnent. Or nous aimons tous les explications. Pourquoi ceci ? pourquoi cela ? On aime comprendre. Et c'est ce que je fais : j'essaie de faire comprendre à mes lecteurs personnels ce qui se passe. L'explication ici, avec cette inflation galopante, c'est les bénéfices mirobolants qu'engrangent les sociétés qui augmentent les prix, car, malheur à elles, elles annoncent que leurs bénéfices de cette année 2026, par exemple, seront doublés par rapport à ceux de 2025 ! c'est l'information des pétroliers. Donc cette inflation est grandissante seulement – et c'est important, ce « seulement » ! – à cause des augmentations *arbitraire*s qui ne sont pas nécessaires mais que les gouvernements acceptent, eux, sans doute pour augmenter aussi le niveau de leur taxation. Et quand vous avez un gouvernement qui baisse temporairement la TVA de 21% ramenée à 6%, il n'apporte pas vraiment grand-chose au portefeuille du consommateur (vous et moi) car l'augmentation du gaz par exemple a grimpé de …140 % et l'électricité de + 50 % ! Savez-vous que Bruxelles compte 15.000 lobbies, des groupes de pression qui dirigent en fait les secteurs économiques, sociaux et financiers, et que certains imposent notamment les hausses de prix ? Pourquoi cette mollesse du gouvernement, si on peut dire ?

- Oui, pourquoi ? Et là, M. Renaissance, il faut attirer l'attention que vous devenez agressif contre le gouvernement : c'est choquant ! voilà pourquoi les autorités considèrent que vous êtes agressif ! Et si *tout* votre blog montre des commentaires pareils, oui, il est compréhensible que…

- Mais, messieurs les policiers, c'est l'analyse de l'information ! c'est mon travail de corriger les infos et de les remettre à leur place, si je peux dire.

- Est-ce autorisé, votre travail ?

- Mon travail est privé et pas public. Personne n'est au courant de mon blog. Si mon blog était public, la liberté d'expression néanmoins m'appartiendrait, comme je le fais, de « manifester mes opinions en toute matière », comme me l'y autorise la Constitution. Donc ?

- Donc, en effet M. Renaissance, votre cas est délicat.

- Autre exemple, chers policiers, qui me vient à l'esprit : le ministre du budget claironne qu'« il faut résoudre les problèmes structurels de ce pays », et mon commentaire sur mon blog est de soulever la question : ce ministre réalise-t-il qu'il fait partie du problème à cause des 50 ministres que compte ce petit pays de 11 millions d'habitants ? La France en compte 20 pour 70 millions d'habitants !

- Nous ne pouvons pas dire que vos propos sont haineux mais agressifs, oui, ils le sont ! A quel degré d'agressivité, ça reste à déterminer.

- Mais ils sont privés, pas publics ! Je ne distribue rien hors de mon blog, il est fermé. C'est la différence entre moi (et mon blog) et mes concurrents des médias : eux ils sont contrôlés, censurés, ils ne peuvent pas dire ce qu'ils veulent, donc leurs analyses sont limitées, car publiques, ils ne peuvent pas trop en dire en fait. Ce sont presque, souvent en tout cas, des copiés/ collés des agences de presse telles que Belga, AFP, Reuter, etc lorsque l'information est sensible, auxquels ils ajoutent quelques mots. Et encore ! Certains journalistes se plaignent, mais beaucoup ne peuvent plus faire leur travail comme ils veulent, par sécurité publique, pour éviter des débordements sociaux. Si un média rencontre un problème avec le gouvernement sur un article, il risque aussi de perdre les subsides qu'il reçoit du gouvernement pour 30% de ses frais ! Un million de personnes dans ce pays dépendent, pour 30% de leurs frais subsidiés, du gouvernement : médias, cinémas, théâtres, Organisations non gouvernementales (ONG), ASBL, etc, ça fait beaucoup de monde qui doit faire attention à ce qu'il dit !

- Peut-être une autorité a-t-elle surpris vos commentaires quelque part ? Peut-être le service d'espionnage national vous a-t-il repéré et vous a-t-il catalogué comme dangereux ? Que pouvons-nous spéculer ? Gouvernement, police, services secrets, armée : nous travaillons tous ensemble, mais nous ne savons pas toujours qui fait quoi exactement. Nous avons des chefs pour les décisions à prendre et nous les suivons.

- Eh bien, voilà ! c'est de là que vient mon arrestation, dit Arthur Renaissance. C'est une arrestation secrète, donc pas officielle. Vous pouvez donc me relâcher immédiatement.

- Pas si vite, pas si vite ! dit un des policiers. Nous avons eu l'ordre de vous arrêter, comme vous le savez.

- Que voulez-vous encore savoir, braves policiers ?

- Arthur, essayez de nous guider. Outre les exemples que vous avez mentionnés, de quelles autres déviations êtes-vous coupable ?

- Déviations ? demande Arthur Renaissance.

- C'est une façon de parler : vous déviez en fait de la version officielle, dont quelqu'un s'est aperçu, ce qui a fait procéder à votre arrestation.

- Vous avez raison, ça doit être quelque chose de ce genre. Vous rendez-vous compte dans quel monde vous vivez ?

- Aucune importance, car ce n'est pas *notre* monde. Nous ne sommes pas impliqués par ce que vous racontez, donc nous ne nous sentons pas concernés. Comprenez-vous ?

- Absolument, Adolphe. Absolument. C'est triste, mais il est exact que je n'avais pas vu les choses sous cet angle - là : vous avez votre vie personnelle, votre vie sociale, etc, mais celle que je vous raconte ne vous concerne pas.

- Exactement, dit Adolphe. Pourquoi nous encombrer de toutes ces vies qui nous entourent ? Pour devenir fous ? pour devenir gagas, cinglés, désorientés ? Nous essayons d'être heureux dans *notre* vie de tous les jours. Nous, on nous demande de vous arrêter ? C'est notre métier, on ne s'occupe pas du reste. C'est une façon de parler, encore, car nous aimerions bien savoir, Edmond et moi, ce qui se passe, ce qu'on vous reproche, pour ainsi pouvoir faire un rapport d'interrogatoire à nos supérieurs, point barre. Vous comprenez ? Vous semblez abattu, Arthur ? ça ne va pas ?

- Non, non, tout va bien, répond Arthur, mais je suis surpris.

- Comprenez-nous, Arthur, qu'avons-nous à voir dans toutes vos histoires ?

- Mais l'actualité des médias ne vous intéressent pas ?

- Ils racontent ce qu'ils veulent, ils restent dans la ligne officielle comme vous dites, mais ils noircissent très souvent les situations, donc ils essaient de nous faire peur, de nous faire paniquer pour qu'on les remarque. Ils rapportent des faits divers aussi, qui nous amusent plus que toute cette actualité nationale et internationale qui nous pompe l'air.

- Vous n'avez pas tort, Adolphe. C'est exact, c'est aussi une image de la presse d'aujourd'hui, en effet.

- Car, Arthur, que peut nous faire que la Chine vit avec 1,5 milliard d'habitants, que l'Inde vient de la dépasser par son nombre d'habitants, que la Chine soutient la Russie ? Ce qui nous intéresse, c'est les beautés touristiques de ces mondes. Avez-vous remarqué que toute cette presse en faveur de l'Ukraine aujourd'hui a fabriqué toute une haine du Russe au point que les cinq mille Russes établis dans notre pays hésitent à sortir dans la rue pour ne pas se faire lyncher ? Est-ce exagéré ? Toutes les guerres fabriquent des haines : la haine de l'Allemand en 1940 – 1945, la haine de l'Israélien pour les Palestiniens dans la bande de Gazza, la haine du Russe depuis 2022, etc.

- Mais c'est très bien que vous releviez cette information, Adolphe, c'est même excellent ! Vous pourriez travailler pour mon blog, vous savez !

- Arthur, vous ne pensiez tout de même pas que nous étions des débiles dans la police ! Nous vivons dans notre monde, comme je disais, mais nous savons tout de même beaucoup de choses qui se passent. C'est incroyable comme la police est déconsidérée par certaines personnes dans la population !

- Vous avez raison, mais à qui la faute ? dit Arthur. Arrêtez-vous beaucoup de personnes comme moi à leur domicile ? N'est-ce pas choquant de se contenter de ce « c'est pour une affaire qui vous concerne » sans en savoir beaucoup plus ?

- C’est la procédure, répète Edmond. Si nous disions autre chose, certaines personnes alors refuseraient de nous suivre. Nous restons vagues, elles sont curieuses et nous suivent.

- Une question, Arthur, dit Adolphe : êtes-vous pour ou contre la version officielle pour le climat sur votre blog ?

- Bonne question, répond Arthur. J’ai eu l’occasion d’apporter quelques éclaircissements à ce sujet sur mon blog. La version officielle, via le GIEC, un département de l’ONU, c’est de lutter contre le CO^2 et rien d’autre. C’est tout à fait correct, et les milliers de chercheurs du GIEC vont dans le même sens, la lutte contre le CO^2, il y a un consensus scientifique à ce sujet, les Européens et les Américains rejoignent le même point de vue là-dessus : la pollution au CO^2 est répandue dans le monde, surtout dans les pays tels que la Chine et l’Inde où les productions industrielles à forte pollution ont été transférées de l’Europe, donc l’Europe en est allégée et pollue moins. Mais, en fait, le climat c’est aussi autre chose que le CO^2, qui pourtant est un élément clé dans la pollution et donc dans les changements climatiques : les mouvements volcaniques et la variabilité solaire par exemple, que les climatologues acceptent aussi depuis peu dans leurs études. L’activité humaine bouscule aussi le climat par tous les gaz à effet de serre : les aérosols, le méthane dans les élevages bovins, l’ozone…Surtout avec une surpopulation mondiale de 8 milliards d’habitants !

- Et la fonte des calottes glaciaires, Arctique et Antarctique ?

- C’est exact, à long terme sans doute, cette fonte des glaces devrait entraîner mathématiquement une hausse du niveau des mers. L’affaire climatique est chaotique car on ne s’explique pas tout : les ouragans, les fortes hausses de températures, les refroidissements, car on n’a pas assez de recul dans l’histoire pour tout expliquer – mais le GIEC, qui reste un lobby majeur dans le monde en finale, s’y emploie.

- Donc ?

- Donc les chercheurs, dit Arthur, font un certain bon travail mais si un climatologue ne veut pas suivre la version officielle des dégâts du CO^2 sur la planète, il lui est demandé de démissionner du GIEC. Là ça ne va plus car alors cet organisme devient comme beaucoup d’autres : un lobby qui adopte une forme dictatoriale et qui empêche les ouvertures d’esprit et les avis des autres.

- Vous représentez donc un danger pour le GIEC par ce type de parole, n’est-ce pas ? questionne Adolphe.

- Possible, mais, comme déjà dit plusieurs fois, mon blog n’est pas accessible sans mon accord.

- Et qui vous dit que vous ne l'avez pas ouvert à des voyous, qui alors l'utilisent en argumentations contre les gouvernements ? Quelles sont les conditions pour accéder à votre blog ? Là il y a peut-être un problème ?

- Très bonne question, reconnaît Arthur. Celui que j'autorise à accéder à mon blog s'engage à respecter la confidentialité des propos et des interlocuteurs, à refuser toutes réactions haineuses ; il se comporte comme un gentleman, une personne bien éduquée. Tout participant doit signer son engagement à ces niveaux. Vous voyez, chers policiers, tout est bien canalisé sur mon blog. Pas de fuites ou d'échappatoires possibles.

- Votre blog est une sorte de dictature à lui tout seul, en fait ? demande Edmond.

- Il est vrai, dit Arthur en réfléchissant, que tous les interdits peuvent se muer en dictature si les interdits sont pléthore et s'ils monopolisent la situation. Les interdits de mon blog sont limités tout de même, ne trouvez-vous pas ? Il est viable.

- Pourquoi dès lors les autorités réagissent-elles contre vous au point de vous assimiler à un danger, Arthur ?

- Je ne constitue pas un danger, j'espère que vous pouvez comprendre, mais il faudrait plutôt demander à vos patrons ce qu'ils me reprochent particulièrement ? Qu'est-ce qu'un danger pour la sécurité de l'Etat ? Me trouvez-vous une agressivité, une incohérence, une haine ?

- Agressif vous l'êtes, conclut Adolphe. Il faut vous reconnaître ce défaut.

- Ah, comme vous êtes obsédés par cette agressivité ! conclut Arthur. Comment puis-je vous prouver le contraire ?

- Très bonne idée, dit Adolphe. Ce ne sera pas facile si vos positions vont contre l'Etat.

- Je vous ai déjà expliqué que je ne vais pas contre l'Etat, mais contre les opinions manipulées et instaurées comme paroles d'évangiles, à croire coûte que coûte sans alternatives. Je fais partie de la critique historique qui tend à ouvrir les yeux sur les faits et les commentaires faux, en somme. Il faut donc les corriger. C'est un travail immense et délicat, mais intéressant au nom de la vérité. C'est ce que je fais sur mon blog.

- Avez-vous aussi écrit des ouvrages qui développent ce que vous racontez ou entrepris des études particulières ?

- Non, rien écrit, rien publié. Quand je ne donne pas mes cours d'histoire en école supérieure, je passe une partie de mon temps sur mon blog. Mais j'ai aussi d'autres occupations traditionnelles : judo, tennis, marche à pied, ping-pong, tir à l'arc, city trips. Je m'instruis beaucoup aussi par les lectures professionnelles, beaucoup d'ouvrages sur l'histoire.

- Intéressant, dit Edmond. Ne dirait-on pas que mes patrons vous cherchent des noises quelque part ? Mais pourquoi ?

- Je pense qu'ils ne me considèrent pas comme agressif mais plutôt comme subversif. Ils pensent que je vais contre eux, que je travaille contre eux, et que donc à terme je risque de devenir un danger. Il faut donc me stopper tout de suite, avant que je ne dégénère ? Sans doute ont-ils découvert et espionner mon blog, qui les gêne. Dans chacune de nos sociétés (occidentale, russe, chinoise, etc), il existe une pensée officielle bien établie, qu'il n'est pas autorisé de contredire sous peine de devenir dangereux. Qu'en pensez-vous ?

- Peut-être. En tout cas, ça se tient, dit Adolphe. Néanmoins s'il fallait arrêter toutes les personnes qui contredisent la version officielle, il faudrait arrêter beaucoup de gens, surtout s'ils sont mécontents de la situation socio-économique. Nous, policiers, nous n'en sortirions pas.

- Vous arrêtez beaucoup de personnes comme moi ? demande Arthur.

- De temps en temps, dit Edmond, mais c'est rare tout de même.

- A quoi penses-tu ? demande Adolphe à Edmond. Moi, ça ne m'est jamais arrivé, et il y a dix ans que je suis dans la police tout de même. Non, il doit y avoir un autre motif à votre arrestation. Lequel ? Vous payez vos impôts, Arthur ?

- Evidemment ! A-t-on déjà vu un enseignant qui ne paie pas ses impôts ? dit Arthur.

- Peut-être avez-vous eu un comportement peu recommandable avec vos élèves ? soulève Edmond.

- Les enseignants doivent faire très attention aujourd'hui, informe Arthur, car les élèves ont la réaction rapide pour aller se plaindre. Ils interprètent plus souvent, aussi. Auparavant, je posais une main sur une épaule pour féliciter un élève de sa réflexion, pour encourager un élève dans la bonne voie : aujourd'hui c'est impossible ! Tout devient suspect. Pas de main professorale sur une épaule estudiantine !

- Votre directeur d'école est-il content de vous ? demande Edmond. Pas de remarques particulières ?

- Je ne m'en souviens pas, répond Arthur. Nous pensons plus ou moins la même chose, nous sommes du même bord politique, si je peux dire, à la recherche de cette vérité dont nous parlions, bien que comme directeur, il y ait des choses qu'il doit laisser tomber car elles ne seraient pas acceptées.

- Par exemple ? demande Adolphe.

- Un directeur est en place pour faire appliquer *tous* les règlements scolaires qui *tous* émanent du ministère, peu importe que certains plaisent ou pas. Et certains, trop administratifs, trop bureaucratiques, déconcertent. Ils sont mentionnés par principe, puis vite oubliés. Nous sommes des êtres humains, pas des robots.

- C’est quoi alors, la raison de votre arrestation, sacré nom de Dieu ! s’exclame Adolphe.
- Vos autorités se sont peut-être trompées, argumente Arthur. Une erreur peut vite arriver. Combien de personnes se font arrêter et ne savent pas pourquoi ? s’inquiète Arthur. Je suis une de celles-là apparemment.
- Allez savoir, dit Edmond.
- Peut-être suis-je victime d’un dénigrement, simplement ? pense Arthur. Quelqu’un veut me porter du tort, par jalousie, par méchanceté, que sais-je ?
- Vous avez des ennemis ? demande Edmond.
- Tout le monde a des ennemis sans le savoir, répond Arthur. Un voisin qui vous surveille et vous dénonce aux impôts car il pense que vous travaillez en noir. Plus de dix mille délations (sociales et fiscales) sont relevées par an dans ce pays ! Peut-être faisons-nous trop de bruit et des voisins nous prennent en grippe, simplement. Tout est possible. Et vous voyez, chers policiers, nous n’en sortons pas…
- Nous devons faire un rapport sur votre arrestation, avoue Adolphe. Qu’allons-nous y indiquer ? ça vous connaît les rapports, oui ? Vous devez en fournir fréquemment dans votre métier scolaire ?
- Beaucoup mais très rapides, très brefs, reconnaît Arthur. Tout le monde est fiché, tout le monde est coté, noté, estimé, apprécié, tout le monde est rapporté dans ses actes, dans ses comportements, dans ses dires. C’est la bureaucratie actuelle. On veut tout savoir et tout connaitre de quelqu’un.
- Qu’inscrivons-nous dans ce rapport, Arthur ? demande Adolphe. Votre arrestation est-elle justifiée ? Quelles argumentations pouvons-nous lui apporter pour une relaxe rapide ? Arthur, aidez-vous s’il vous plaît. Vous êtes intelligent, n’est-ce pas ? Excusez-moi, je dois passer au petit coin pour un besoin pressant et incontournable. Réfléchissez ensemble, vous et Edmond. Je reviens tout de suite, dit Adolphe en se levant de sa chaise et en quittant aussitôt la pièce, non verrouillée.

Aucune suite ne sera donnée à l’arrestation d’Arthur, car des toilettes, éloignées, Adolphe entendra un coup de feu et, revenu dans la pièce de l’interrogatoire, il n’en croira pas ses yeux : son collègue Edmond avait reçu une balle dans la tête, avec son arme, dont sans aucun doute Arthur s’était emparé ! Comment avait-il fait ? Connaissait-il le maniement des armes ? Edmond n’était pas un jeune policier inexpérimenté pourtant, il connaissait son métier, donc comment avait-il pu être distrait un instant pour qu’Arthur s’emparât de son arme et l’abattît ? Mystère. La société veut tout canaliser, tout savoir, tout contrôler, mais certaines choses, certains aspects continuent à échapper encore aujourd’hui, sans qu’on sache pourquoi ou comment. Il restera toujours à l’avenir cet

impondérable que représente l'être humain quand on veut lui imposer quelque chose. Il sera toujours difficile de savoir et de comprendre ce qui se passe dans la tête des gens. Arthur a disparu.

Arthur a disparu : pourquoi gâche-t-il donc sa carrière d'enseignant ? Son blog était-il si innocent qu'il le prétendait ? De quoi avait-il peur s'il n'avait rien à se reprocher ? Il n'avait pas l'air idiot pourtant. Au contraire. Était-il trop malin pour spéculer ce qui l'attendait après son arrestation ? Un des lecteurs de son blog l'a-t-il aidé à s'échapper après la mort d'Edmond voire l'a-t-il enlevé pour lui faire sa fête à cause de points de vue inacceptables ? Bref la personnalité d'Arthur, en tout cas, était pleine de questions sans réponses. C'était ainsi qu'Adolphe remplirait son rapport. Les autorités devaient connaître les risques qu'elles prenaient en faisant arrêter Arthur. Était-il vraiment coupable de quelque chose ? Avec le rapport circonstancié d'Adolphe, celui-ci n'entendra plus jamais parler d'Arthur, qu'il s'appelle Renaissance ou Rimbaud. Il existait bien un Arthur Rimbaud dont Arthur Renaissance s'était approprié le nom par provocation.

Dès lors qu'Arthur avait tué Edmond, il était *définitivement* devenu dangereux, il serait recherché, les services secrets s'en mêleraient, car le meurtre était interdit dans le monde entier, surtout là où la peine de mort était abrogée. Arthur était impliqué dans deux affaires distinctes et sa vie était donc foutue : il devrait se cacher, il n'aurait plus de travail, il oublierait son blog, il devait se tenir peinard. Changer d'identité peut-être, se laisser pousser la barbe, devenir méconnaissable. Il regrettait Bruxelles et la Belgique qu'il se plaisait de commenter : que lui importaient à présent la Russie et son pétrole, Bruxelles et ses touristes, les problèmes structurels belges et la pléthore de ministres, le GIEC et le climat ? Sa vie valait-elle encore la peine d'être vécue ?

Adolphe, lui, était heureux d'être encore en vie grâce au besoin naturel incontournable à soulager. En même temps il s'en voulait d'avoir abandonné son collègue Edmond à son triste sort. Il estimait que la vie était parfois mal faite et dépendait souvent de concours de circonstances malheureuses.